

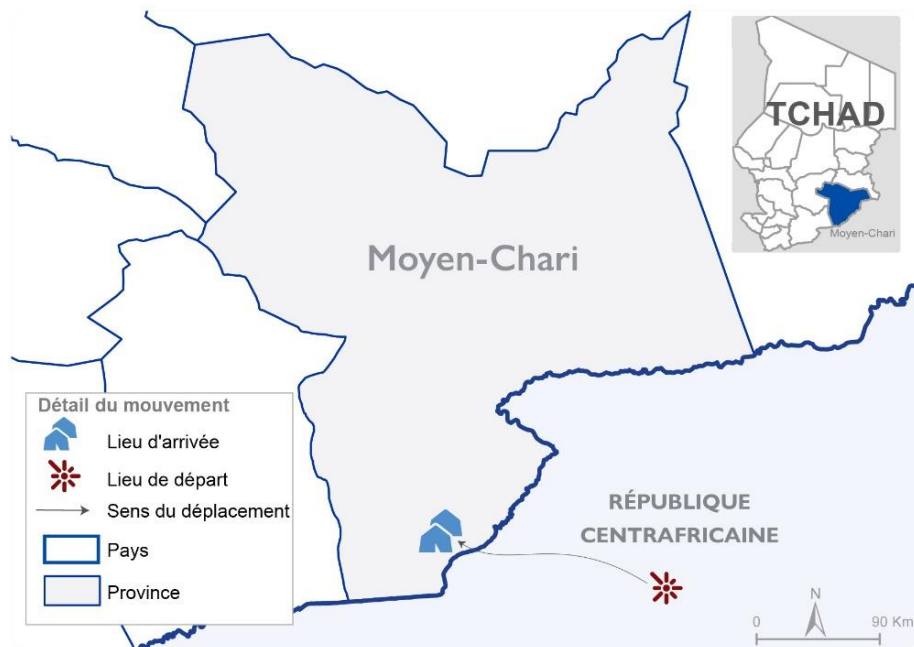
SUIVI DES URGENCES - MOUVEMENTS DE POPULATIONS

SYNTHÈSE DES DÉPLACEMENTS DANS LA SOUS-PREFÉCTURE DE SIDO - TCHAD

TABLEAU DE BORD: 182 COLLECTE DES DONNEES: 30 NOVEMBRE-18 DÉCEMBRE 2023

DATE DE PUBLICATION: 26 DÉCEMBRE

CARTE DES MOUVEMENTS



Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur cette carte peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.

CHIFFRES CLÉS

11 402
individus

2 015
Ménages

Localités de provenance
Kolo, Sido 1et 2, koute
Saba, Molo, Wandako,
Guirbingui et kabo

Localités d'accueil
Sido

MÉTHODOLOGIE

Le suivi des urgences a pour but de recueillir des informations sur les mouvements importants et soudains, ainsi que sur des urgences de sécurité et climatiques. Les informations sont collectées par le biais d'entretiens avec des informateurs clés ou par des observations directes.

Ce tableau de bord présente des informations sur les mouvements de personnes survenus à la frontière avec la République centrafricaine lors de la période allant du **30 novembre au 18 décembre 2023**, spécifiquement sur les déplacements ayant pris place entre le 24 et le 28 novembre 2023 dans la sous-préfecture de Sido (province du Moyen-Chari).

RESUMÉ DE L'ALERTE

À la suite des affrontements entre des groupes armés non-étatiques et les Forces Armées Centrafricaines (FACA) survenus en novembre 2023 dans la localité de Sido (République centrafricaine), des milliers de personnes ont fui ce pays pour se réfugier dans la sous-préfecture de Sido, au Tchad.

Pendant la période du 24 au 28 novembre 2023, la Croix-Rouge du Tchad (CRT) a enregistré 2 015 ménages (11 402 individus). Ces personnes sont accueillies dans l'école du centre B. Toutefois, on note la présence des ressortissants centrafricains parmi ces personnes, mais leur nombre reste inconnu. Ces personnes affectées sont constituées majoritairement de femmes et d'enfants âgés de 0 à 5 ans.

Les autorités administratives, en coordination avec la CRT, ont l'intention de les relocaliser vers un site ayant une plus grande capacité d'accueil. Ce rapport présente les résultats clés des évaluations téléphoniques conduites avec les informateurs clés de la localité.

DATES ET MOTIFS DES DÉPLACEMENTS



Cause du mouvement :
Affrontements



Date du mouvement :
24 au 28 novembre 2023



Mode de transport :
À pied et à pirogue

BESOINS PRIORITAIRES



Nourriture



Abris



Santé



Articles non-alimentaires



Eau, hygiène et assainissement

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES SECTORIELS



La situation alimentaire est préoccupante, plus particulièrement pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes ou allaitantes. Ainsi, le principal moyen de subsistance de la majorité des ménages déplacés est basé sur l'assistance de la communauté d'accueil, mais celle-ci n'est pas suffisante.



D'après les informateurs clés, la quasi-totalité des ménages ont été hébergés dans un centre collectif (école du centre) tandis qu'une minorité est accueillie par la population hôte. Par ailleurs, le manque de services de base adéquat (eau, hygiène et assainissement) risque d'accentuer les situations de vulnérabilité des populations déplacées.



La zone dispose d'un centre de santé accessible. Cependant, dû au manque d'abris, de nourriture, d'eau, de latrines, de personnel médical qualifié et de médicaments, la situation sanitaire risque de s'aggraver.



Au cours des déplacements, la majorité des ménages ont été contraints d'abandonner leurs articles essentiels. Les principaux articles non-alimentaires prioritaires pour les ménages sont : les couvertures, les draps, les nattes, les savons et les bidons de stockage d'eau.



Les principaux défis pour l'accès à l'eau sont l'insuffisance en sources d'eau, leur éloignement et le manque de récipients pour le stockage. La population déplacée s'approvisionne dans le centre de santé de la Croix-Rouge. Ainsi, cette source d'eau risque de connaître une pression plus accrue et les longues files d'attente au niveau du point d'eau pourraient générer des disputes. En raison du nombre élevé de personnes déplacées, la majorité des ménages ne disposent pas d'infrastructures sanitaires et pratiquent la défécation à l'air libre.



La proximité du site avec le camp militaire peut être considérée comme l'une de principale crainte sécuritaire liée aux cas des violences basées sur le genre.

Note: Les données énumérées dans ce rapport sont des estimations. Cependant, une évaluation plus poussée peut permettre d'avoir des chiffres exacts des retournés tchadiens venus de la République centrafricaine.